

PRESENTATION GENERALE DE L'ALGERIE

General Presentation on Algeria

L'Algérie couvre une superficie de 2.381.741 km², ce qui fait d'elle le second pays africain par son étendue après le Soudan. Située au Nord-Ouest du continent africain, l'Algérie s'ouvre sur 1.200 Km de côte sur la Méditerranée.

L'Atlas saharien divise le pays en deux zones bien distinctes : le Nord, la région méditerranéenne qui accueille la quasi totalité de la population, et le Sud qui comprend le Sahara et qui constitue 85% du territoire tout entier. La population algérienne est estimée à 35 millions d'habitants. La capitale, Alger compte plus de 2, 5 millions d'habitants.

Les aires climatiques sont très diversifiées et le climat varie du type méditerranéen au type saharien. Sur la côte méditerranéenne, les étés sont chauds et secs, les hivers doux et humides. Au nord, les hivers sont pluvieux et froids, les étés chauds et secs. Le climat, le long de la côte, est adouci par la présence de la mer. L'Est algérien est une région plus pluvieuse que l'Ouest. Le réseau fluvial est fortement sujet à un régime saisonnier (oueds) ; durant la période des pluies de nombreuses dépressions salées (chott) forment des lacs peu profonds.

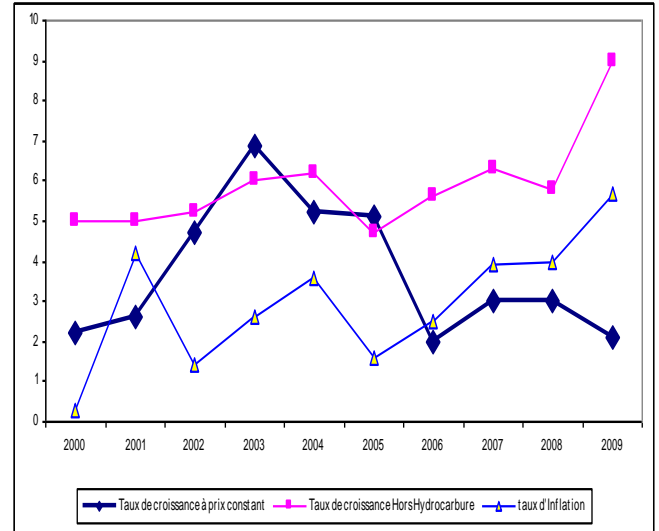
L'Islam est la religion de l'Etat et l'Arabe est la langue officielle de l'Algérie. L'arabe et le tamazight (berbère) sont les deux langues nationales.

Sur le plan économique, l'Algérie a réalisé de bonnes performances économiques au cours de ces dernières années. Le taux moyen annuel de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) au cours des dix dernières années a été d'environ 3,7% tandis que la croissance hors-hydrocarbure a été de 6% en moyenne au cours de la même période.

En 2009, le taux de croissance du PIB est estimé à 2,3% contre 2,4% en 2008, ce recul résultant de la baisse sensible de la production pétrolière en liaison avec la réduction de la demande mondiale résultant de la crise économique internationale. La croissance hors hydrocarbures a cependant, progressé (9,2% en 2009 contre 6,1 en 2008), grâce à des récoltes céréalières exceptionnelles et une bonne performance

Figure 3: Evolution du taux de croissance et Taux d'inflation (2000-2009)

des secteurs des infrastructures et des bâtiments et travaux publics, dus essentiellement au programme d'investissements publics mis en œuvre par le gouvernement dans le cadre du Plan quinquennal 2005-2009. En 2010, le taux de croissance projeté est de 3,9%, en raison de la reprise attendue de l'économie mondiale.



L'inflation a été maîtrisée au cours de ces dix dernières années avec un taux moyen annuel de 3%. Cependant, en 2009, le taux d'inflation a été de 5,7% reflétant essentiellement l'augmentation des prix des biens agricoles frais, produits localement (+20,5%). Il devrait toutefois, être ramené à 3,5% en 2010.

Les exportations de l'Algérie ont atteint 45,45 milliards de dollars durant l'année 2009, contre 79,19 milliards de dollars en 2008, soit une baisse de 42,6%. Les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des exportations avec un taux de 97,6% du volume global, soit 44,39 milliards de dollars, en recul de 42,53% par rapport à 2008. Quant aux exportations hors-hydrocarbures, elles demeurent relativement faibles avec seulement 2,4% des exportations globales, soit l'équivalent de 1,05 milliards de dollars, enregistrant ainsi une diminution de 46% en 2009.

Les importations ont atteint, quant à elles, 39,10 milliards de dollars en 2009 contre 39,48 milliards de dollars en 2008, en légère diminution de 0,95%.

La forte baisse des exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale qui est passé de 39,71 milliards de dollars en 2008 à 6,3 milliards de dollars en 2009. Le taux de couverture des importations par les exportations, de son côté, est passé à 116% en 2009, contre 201% durant 2008.

En 2009, les principaux clients de l'Algérie étaient les Etats-Unis d'Amérique avec 9,26 milliards de dollars, l'Italie (6,29 milliards de dollars), l'Espagne (5,32 milliards de dollars), la France (4,63 milliards de dollars), les Pays Bas (2,62 milliards de dollars), la Turquie (2,06 milliards de dollars) et le Canada avec 2,01 milliards de dollars.

Quant aux principaux fournisseurs, la première place est occupée par la France avec 6,14 milliards de dollars, suivie de la Chine (4,69 milliards de dollars), l'Italie (3,68 milliards de dollars), l'Espagne (2,94 milliards de dollars), l'Allemagne (2,74

milliards de dollars) et les Etats-Unis d'Amérique avec 1,99 milliard de dollars. Les pays de l'Union Européenne (UE) restent toujours les principaux partenaires de l'Algérie, avec 52,79% des importations et 53,41% des exportations.

Dans le cadre des Plans quinquennaux de développement successifs (2005-2009 et 2010-2014), l'Algérie a opté pour une politique vigoureuse de modernisation des infrastructures, à travers la mise en œuvre d'importants programmes d'investissements (236 milliards de dollars EU pour le premier plan et 150 milliards EU pour le second plan).

La position extérieure du pays en 2009, est restée confortable, avec des réserves internationales qui se situent autour de 147 milliards de dollars EU, représentant l'équivalent de trois ans d'importations. La dette extérieure est faible (5,4 milliards de dollars y compris la dette à court terme soit 3,8% du PIB à fin 2009) grâce à une politique volontariste de remboursement anticipé.

Au plan social, l'Algérie a fortement amélioré ses indicateurs de développement humain et est en bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Le pays est classé parmi les pays à revenu intermédiaire avec un produit intérieur brut par habitant estimé à plus de 4000 dollars EU en 2009. D'une manière générale, les performances d'accès à l'éducation de base sont bonnes : le taux brut de scolarisation obligatoire (6-12 ans) atteint 111% en 2008. Le système de santé est en nette amélioration. L'espérance de vie à la naissance est passée à 75,7 ans en 2008 (contre 67,3 ans en 1995), soit l'un des indices les plus élevés de la région.

Cependant, les besoins du pays sur le plan social demeurent importants notamment en raison de la jeunesse de la population et des nouvelles demandes qui en découlent. Le gouvernement accorde une attention particulière au problème d'emplois des jeunes. Des allocations budgétaires substantielles sont opérées chaque année en faveur de l'emploi tant dans le secteur public que privé, et d'importants transferts sociaux ont été effectués ces dernières années. La Loi des finances 2010 prévoit de consacrer plus de 17 % des dépenses à la lutte contre le chômage.